

28 SEPT 1973

**LES BLOCAGES SOCIO-CULTURELS
AU DEVELOPPEMENT
EN TANT QUE MANIFESTATIONS
DE RAPPORTS DE DOMINATION**

Jacques CHARMES



OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

CENTRE DE TANANARIVE — MADAGASCAR — B.P. 434



F06342



MARS 1973

28 SEPT 1973

OFFICE DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
OUTRE-MER

CENTRE de TANANARIVE

Section ECONOMIE

LES BLOCAGES SOCIO-CULTURELS AU DEVELOPPEMENT
EN TANT QUE MANIFESTATIONS DE RAPPORTS DE DOMINATION

Avril 1971



Jacques CHARMES

L'hypothèse qui est à la base de l'étude entreprise est la suivante : les blocages "socio-culturels" justifient l'emploi de la coercition, alors que nombre d'entre eux n'en sont que la conséquence directe ou indirecte.

Il convient d'ailleurs, avant de préciser cette hypothèse, de définir exactement ce qu'on entend par coercition. Dans le cadre de cette étude, la coercition sera donc le vecteur d'application de décisions prises à l'intérieur d'une certaine structure déterminée. La structure dont il est question est de type centralisé et autoritaire, la communication ne s'y faisant que dans un sens : du sommet vers la base, c'est-à-dire dans le sens de l'application des décisions; l'autre sens (de la base vers le sommet), c'est-à-dire la centralisation des informations et des aspirations de base permettant la prise de décision, étant, sinon formellement, du moins pratiquement, absent.

Dans les cas où existe une telle structure de la communication, la réponse négative, ou l'absence de réponse, de la part de la société traditionnelle, ne peut être interprétée que comme un "blocage socio-culturel", "une inadaptation des structures traditionnelles aux nécessités du développement économique". Dès lors, la politique préconisée doit se traduire sous la forme de l'absorption (1) du secteur traditionnel par le secteur moderne.

Mais la coercition ne constitue qu'un aspect de la domination; l'autre aspect étant la récupération d'un travail non payé, récupération rendue possible par le biais de la coercition. Et c'est précisément le lien intime qui existe entre ces deux aspects de la domination qui nous permet de parler de "salarisation de la paysannerie" du Tiers-Monde. Les "opérations d'intervention" en milieu rural qui vont être examinées dans la suite de ce

(1) "Absorption" est à distinguer d' "intégration", ce dernier terme supposant une certaine initiative de la part du secteur traditionnel, c'est-à-dire la reconnaissance et l'attribution d'un certain "pouvoir de négociation" par l'intégrateur à l'intégré.

texte ont en effet pour objectifs immédiats : d'une part, la pratique des cultures d'exportation par la paysannerie qui se trouve ainsi introduite dans l'économie marchande; d'autre part, l'utilisation par cette même paysannerie d'un certain nombre d'inputs (diverses variétés d'engrais, herbicides, etc ...), de biens d'équipement (machines, allant de la sarcluse à main jusqu'au tracteur, en passant par la charrue à boeufs) et de services techniques (1). Dans la mesure où ces cultures d'exportation sont achetées par des monopoles d'Etat (caisse de stabilisation des cours par exemple) ou des entreprises internationales quasi-monopolistes, à des prix stables ou à tendance déclinante, le travail de la terre correspond alors à une forme de "quasi-salariat" (2), avec utilisation obligée, ou du moins orientée du salaire : biens d'équipement, services et produits intermédiaires. Si l'on tient compte des termes de l'échange défavorables aux produits primaires, on constate une double récupération du sur-travail : d'une part au niveau de l'achat de la production, d'autre part au niveau de la vente du matériel. Le surplus ainsi drainé vient alors alimenter l'accumulation plus ou moins productive des entrepreneurs métropolitains, ou l'accumulation improductive et somptuaire des bourgeoisies autochtones. Ce qui reste

(1) On reconnaît là les deux caractéristiques objectives de "l'échange inégal" : la fourniture d'approvisionnements, et la fourniture de débouchés.

(2) L'utilisation d'un tel concept nécessite une définition plus précise. Finalement le travail de la terre dans les conditions décrites plus haut, devient un travail de sous-traitance : certes la possession des moyens de production reste entre les mains du paysan, mais on lui fournit les matières premières et on lui reprend la production. L'ambiguïté d'un tel système ne peut cependant cacher que c'est effectivement le travailleur qui est exploité, qu'un travail non payé y apparaît, qu'une plus-value en est retirée.

Bien que ce concept de "quasi-salariat" (qui se rapproche du "Verlag system" des débuts du capitalisme) ne soit pas entièrement satisfaisant, nous le conserverons tout au moins provisoirement, car comme on le verra dans la suite, nous entendons montrer que les contradictions dans lesquelles se trouve pris le système capitaliste dans son extension géographique, font que les seules véritables possibilités de récupération du surplus dans les pays du Tiers-Monde, résident dans les campagnes.

Finalement, alors que le salaire est fonction de l'offre et de la demande sur le marché du travail, le quasi-salaire serait fonction des termes de l'échange sur les deux marchés des produits primaires (aval) et des produits manufacturés (amont), c'est-à-dire, de la même manière, du coût de renouvellement de la force de travail au travers des fluctuations de ces marchés.

entre les mains de la paysannerie est pompé par les impôts et taxes, les divers cultes religieux (1), le faste relatif des cérémonies traditionnelles, seule forme d'ostentation qui soit à la portée de la petite paysannerie (2) : les "dépenses ostentatoires" à caractère plus moderne (3) étant réservées, vu leur coût, à une petite bourgeoisie permise par le système, et qui asseoit ainsi son pouvoir en rehaussant son prestige social.

Car, si dans la société traditionnelle précoloniale, la "consommation ostentatoire" a pour rôle de maintenir la hiérarchie sociale à l'encontre des inégalités économiques qui pourraient la mettre en danger et d'assurer également la cohésion du groupe en renouvelant en quelque sorte le "consensus", cependant, à partir du moment où la monnaie ou plutôt la marchandise fait son apparition, alors on assiste à une inflation des circuits cérémoniels de biens de prestige : le surplus monétaire ou matériel ainsi utilisé est de ce fait retiré des "circuits productifs" et constitue objectivement un moyen de défense contre la situation de domination. Nous y reviendrons plus loin.

(1) A Madagascar, dans la région de l'Imerina Centrale, où le revenu rural moyen est estimé à environ 17.000 FMG, voici la ponction opérée par l'église catholique sur un "fiangonana" (communauté de croyants) de 500 baptisés, soit approximativement 120 familles :

- Denier du culte : 250.000 FMG par an;
- Oeuvres du diocèse : 5.000 FMG;
- Oeuvres du séminaire : 5.000 FMG;
- L'écolage des enfants, jusqu'alors pris sur le denier du culte, devient payant pour les classes de 7ème et 8ème : 200 FMG par mois et par enfant (la plupart des élèves doublent ou triplent ces classes);
- Participation à l'achat d'une automobile pour que M. le curé puisse venir plus souvent;
- Quêtes diverses et petits travaux fournis gratuitement;
- D'autre part, pour nourrir les trois instituteurs-catéchistes, la paroisse doit fournir 80 "zinga" de paddy, soit près de 260 kg par mois, et cultiver sous forme d'entraide 2 terrains de collines de $\frac{1}{2}$ ha à peu près;
- Fête des trois instituteurs : 40.000 FMG.

(2) Ainsi, toujours à Madagascar, les cérémonies de retournement des morts ("famadihana") et la construction de tombeaux peuvent drainer des sommes considérables ...

(3) ... et il en est de même pour la construction de maisons de style moderne, mais alors, la dépense retombe sur la famille au sens étroit du terme.

Sur le fondement de ces quelques remarques préliminaires, on peut comprendre le véritable tour de passe-passe opéré par l'idéologie dominante : ce qui n'était qu'un moyen de la domination des sociétés paysannes du Tiers-Monde (la coercition) s'est trouvé justifié, et ce qui n'était qu'une simple conséquence de cette domination (l'amplification des dépenses ostentatoires) a été interprété comme une "résistance au progrès technique" inhérente à la tradition. La théorie économique occidentale s'est alors empressée d'enfourcher ce cheval de bataille.

*

*

*

Ainsi la plupart des théories "dualistes" du développement, sans parler des théories plus classiques, aboutissent à la conclusion que la société traditionnelle est un obstacle à la "modernisation", c'est-à-dire à l'introduction du capitalisme.

Cette justification théorique vient alimenter une pratique du développement qui dispose désormais d'un arsenal d'opérations d'intervention (disons : "canaux de propagation du progrès technique") assez impressionnant.

La logique interne de ces canaux de propagation, logique consciente ou inconsciente, mais toujours objective, vient modifier les relations entre les deux acteurs que sont la paysannerie et l'administration, en constituant un trait d'union déformant entre les deux.

Ces modalités de la propagation du progrès technique influent à leur tour sur les moyens utilisés par le couple administration-propagateur pour imposer ses objectifs à la paysannerie.

Cette pratique se traduit par le développement d'un certain nombre de contradictions que chacun des acteurs essaie de résoudre à son avantage.

Ceci nous amènera donc logiquement à poser le problème de la production et de la reproduction des rapports sociaux de production de type capitaliste, dans des sociétés précapitalistes.

*

*

*

SUR QUELQUES THEORIES DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Ainsi, les fondements théoriques qui sont à la base de toute action dans le domaine de l'agriculture en général, et de celle du Tiers-Monde en particulier, sont de deux sortes :

- soit l'on considère que les structures de la société traditionnelle constituent un obstacle au développement économique, c'est-à-dire à l'introduction de la paysannerie dans l'économie marchande; l'économie marchande étant elle-même considérée comme le meilleur moyen de dépasser l'obstacle de la société traditionnelle. Un tel raisonnement, qui est celui d'une partie de l'école libérale, n'est circulaire qu'en apparence. En réalité, le développement des forces productives (1) est tel que le passage des rapports sociaux traditionnels aux rapports marchands est présenté comme indispensable et inéluctable. La fin justifiant les moyens, la coercition n'est alors considérée que comme un pis-aller.
- soit l'on considère toujours la société traditionnelle comme un obstacle, mais un obstacle qu'il ne s'agit pas de détruire : il faut en effet le surmonter et pour cela, il sera commode d'utiliser certaines structures de ce type de société, jugées particulièrement pertinentes pour servir de vecteurs d'introduction

(1) Ou pour le dire autrement, la productivité du travail qui pourrait être obtenue en utilisant les techniques les plus modernes des pays industrialisés; le transfert des techniques ne posant pas de problèmes dans un monde libéral de mobilité internationale parfaite des facteurs.

de l'économie marchande (1) : la société traditionnelle comporte certains dynamismes qui, une fois réorientés dans le sens voulu ("rationnel"), non seulement deviennent compatibles avec le "développement économique", mais encore stimulent celui-ci.

C'est ainsi que les théories occidentales les plus courantes concernant le sous-développement, du moins celles qui se traduisent effectivement au niveau des politiques économiques nationales admettent que le dualisme et la désarticulation des économies sous-développées sont, dans une certaine mesure, attribuables à la domination coloniale, mais rejettent la responsabilité des prolongements de la structure dualiste après les indépendances, sur la société traditionnelle qui constituerait un frein au développement : la tradition, voilà d'où viendrait tout le mal !

Or ces thèses qui font appel à la tradition pour expliquer les difficultés d'un développement économique, sont en grande partie mystificatrices, car voilant l'essence même de l'explication qui réside dans les rapports sociaux de production.

Et c'est cette étude des rapports sociaux de production qui devrait nous permettre d'appréhender une réalité plus essentielle, à savoir que, avant et après la décolonisation, les structures de la production sont demeurées

(1) Cf. sur ce point les articles de G. ALTHABE : "Progrès économique et communautés villageoises; exemple de la côte orientale malgache", et le commentaire introductif de J.C. PERRIN, in M. PETITPONT : "Structures traditionnelles et développement" (éditions Eyrolles 1968), notamment 1^o Partie : Transformation des sociétés traditionnelles, p. 1-11 et p. 87-115.

Cependant, cet ouvrage est loin d'être une contribution à la théorie des blocages, puisque comme le souligne Ch. PALLOIX dans son commentaire de la "Revue économique et sociale" (1970 n° 1) : "Le mérite de ce travail est de s'écarter de l'idée reçue que le facteur de tous les maux est le secteur traditionnel, dont la résistance au progrès ne serait fonction que de lui-même, sans se soucier de savoir si ce secteur n'est pas le produit des relations entre pays développés et pays moins avancés, comme le suggère A.G. FRANK (in "Capitalisme et sous-développement en Amérique Latine)". S'écartant de la simplification abusive signalée, sans toutefois rejoindre la conception de FRANK, nombre de rapports (de l'ouvrage) insistant sur le blocage de la société traditionnelle, blocage qui trouve son origine dans l'appareil politique, économique, idéologique du secteur moderne" (p. 113).

quasiment inchangées, c'est-à-dire qu'elles sont des structures de domination. Dans ce contexte, l'idéologie répandue sous la dénomination de "développement économique", dénomination qui se veut à la fois neutre et universelle, consacre en fait l'introduction du capitalisme au sein des sociétés traditionnelles.

Or, comment étudier ces structures de domination, si ce n'est à travers leurs conséquences, c'est-à-dire leurs manifestations quotidiennes, ou encore les comportements économiques, mais aussi non économiques des individus au sein de leur groupe social, lui-même replacé dans la société nationale et internationale : ce n'est qu'à partir de l'interprétation de ces données qu'on pourra remonter aux structures mêmes, aux rapports sociaux de production, après avoir confronté toutefois ces matériaux bruts aux politiques économiques effectivement poursuivies dans le cadre national et international.

Nous voici ramenés au point de départ, lorsqu'a été définie la notion de coercition, comme étant un certain type de relation entre deux acteurs : la base et le sommet.

D'après ce qui vient d'être dit, le déroulement de la recherche entreprise devra se situer à deux niveaux (1) :

- d'une part au niveau de la paysannerie :
c'est ici que se situeront les études de terrain,
- d'autre part au niveau du pouvoir administratif :
étude de la politique économique, vue du sommet, au plan national et international; cette réflexion devant conduire à l'étude du pouvoir politique en tant qu'attribut d'une certaine classe sociale,
- enfin, au niveau des rapports qui s'établissent entre la paysannerie et le pouvoir politique proprement dit :
étude des moyens d'application de la politique économique, interprétés par la confrontation des objectifs apparents et effectifs du pouvoir, et des réactions de la paysannerie.

*

*

*

(1) En ce qui concerne les questions méthodologiques de l'enquête, un article est en préparation.

Pour éclaircir ces points, il semble auparavant indispensable de définir plus précisément la réalité très diverse que constituent les "opérations d'intervention".

SUR LA PRATIQUE DU DEVELOPPEMENT

Si l'on examine en effet le contenu des politiques menées dans le secteur agricole, d'abord par le colonisateur, après la seconde guerre mondiale essentiellement, puis par les administrations des nouveaux Etats indépendants, africains notamment, on constate une évolution dont la continuité ne fait aucun doute, et qui a conduit du travail forcé à des formes d'action très disparates, dont certaines encore ne sont pas exemptes de toute coercition, bien que celle-ci soit devenue plus insidieuse et plus voilée.

Cette disparité même implique que l'on opère un certain classement de ces actions d'intervention :

1) Typologie des opérations d'intervention

On distinguera deux types purs :

11 - premier type pur : Il s'agit d'opérations administrées de l'extérieur à des communautés villageoises; ces opérations sont classées par ordre décroissant de coercition.

111 = investissement-travail (encore appelé investissement humain, épargne-travail, travaux ras du sol ...), forme qui se rapproche le plus du travail forcé : il s'agit de faire réaliser par la population de communautés villageoises ou régionales certains travaux d'infrastructure (micro-hydraulique, voies d'accès, etc ...) censés présenter un intérêt pour ces populations,

112 = mise en valeur ou colonisation de nouvelles terres, ou recolonisation de terres épuisées ou abandonnées, opérations pouvant s'accompagner de déplacements de populations. Il peut s'agir :

- soit de défrichement;

- . soit d'enrichissement du sol par l'apport ou le renouvellement de matières organiques ou chimiques : engrais divers ...
- . soit encore de lutte contre l'érosion par traçage de courbes de niveau, constructions de terrasses, etc ...
- . soit enfin d'irrigations par l'aménagement d'une hydraulique agricole,

Ces divers types d'opérations peuvent s'accompagner de réformes agraires, redistribution de terres, qui ne vont pas sans poser de problèmes, comme l'a prouvé l'expérience dans le Moyen-Ouest Malgache (1), où les terres nouvellement aménagées et que leurs propriétaires légitimes ne voulaient pas mettre en culture selon les nouvelles directives, furent redistribuées à des migrants.

113 = vulgarisation agricole, permettant l'introduction de techniques et de méthodes de culture plus modernes, ou en tout cas moins archaïques que celles utilisées jusqu'alors.

A la limite, on peut faire entrer sous ce chapitre l'introduction de la culture attelée, et même la mécanisation de l'agriculture (machines, tracteurs, etc ...).

Ajoutons enfin que c'est par le biais de l'introduction de la culture attelée que l'on essaie en général de réaliser l'union de l'agriculture et de l'élevage (cf. les bilans de tentatives d'introduction de la culture attelée au Nord-Cameroun et au Tchad).

114 = l'ensemble de ces opérations ayant pour but l'introduction ou l'extension de cultures d'exportation ou plus généralement de cultures commerciales.

12 - le second type pur n'est en fait jamais pur dans la réalité, puisqu'il a été dès ses origines une méthode conçue pour surmonter les résistances que n'avaient pas manqué de provoquer les interventions du premier type. Il s'agit d'une "intérieurisation" de ces actions du premier type.

(1) Cf. G. ROY : "La SOMASAK, essai de bilan de quatre années d'action : 1960-1963" (rapport O.R.S.T.O.M. 1965).

- 121 = le développement communautaire qui se présente comme l'équivalent occidental de la commune populaire chinoise, est une action multidimensionnelle touchant des domaines aussi divers et pourtant complémentaires, que la santé, l'éducation, la vulgarisation agricole, les travaux ras du sol, en un mot : la modernisation au niveau d'une communauté dont la cohésion sociale et les dynamismes internes sont utilisés en vue de faciliter son intégration à l'économie marchande,
- 122 = l'animation rurale, qui se base sur la participation des masses au développement économique, vise objectivement les mêmes buts; elle n'est que la variante française du développement communautaire anglo-saxon,
- 123 = la coopération, très répandue aussi, prend des formes très différentes selon l'idéologie qui la sous-tend. L'action coopérative peut être sectorielle ou globale selon qu'elle concerne un seul des trois secteurs suivants, ou les trois à la fois :
- coopératives de consommation-approvisionnement,
 - coopératives de commercialisation, dont le réseau peut être relié à une caisse de stabilisation des cours, quand il s'agit de cultures d'exportation,
 - coopératives de production essayant d'utiliser les formes traditionnelles d'entraide.

Toutes ces formes se constituent en structures institutionnelles étatiques (paysannats, syndicats, groupements, etc ...), mixtes ou privées (sociétés d'aménagement), auxquelles "le paysan participe par son travail et par son argent" (1).

- 13 - des formes hybrides à l'intérieur de chaque type pur existent : l'introduction ou l'extension de cultures commerciales va toujours de pair avec la mécanisation ou la vulgarisation agricole (culture attelée et coton au Nord Cameroun). Ces deux formes peuvent se trouver aussi rattachées à des essais de mise en valeur de nouvelles terres.

(1) Selon le mot de R. TEISSONIERE : "L'évolution des organismes de paysannat à Madagascar depuis 1950", in Terre Malgache n° 1, 1966.

Dans le second type, animation ou développement communautaire peuvent être reliés à un réseau de coopératives.

C'est toujours une de ces formes, pures et hybrides, que recouvre l'expression "programme de modernisation rurale" qui est souvent utilisée.

- 14 - enfin, la greffe des formes du second type sur les formes pures du premier type peut intervenir de diverses façons : c'est ainsi qu'elles s'adaptent particulièrement bien à la vulgarisation agricole dont l'aspect pédagogique se rapproche de ce qu'on entend généralement par le terme "participation" dans les programmes de modernisation.

D'autre part, les travaux au ras du sol sont souvent liés à des essais de développement communautaire.

Enfin, un cas qui paraît particulièrement intéressant est celui de la colonisation de terres neuves s'accompagnant de migrations de populations. C'est l'oeuvre de ce qu'il est convenu d'appeler les sociétés d'aménagement. Dans son "Etude sur les migrations intérieures de population à Madagascar" (1), G. ROY remarquait que, devant les échecs répétés des tentatives en milieu rural traditionnel, l'administration avait mis l'accent sur les actions auprès des travailleurs migrants, qui, se trouvant isolés de leurs communautés d'origine, semblent moins subir l'emprise des schémas traditionnels. A ces individus privés des structures qui les intégraient à leurs communautés, on propose des structures de remplacement (actions du second type par exemple); propositions très directives qui, étant données les conditions particulières de "l'expérimentation" (les migrants, incités à venir s'installer, provisoirement ou définitivement, et coloniser une terre, doivent accepter les conditions présentées par la société d'aménagement), risque toujours de prendre des formes plus ou moins coercitives.

Pratiquement, la quasi-totalité des combinaisons entre les deux types de formes sont possibles, si elles n'ont pas déjà toutes été expérimentées : il est inutile de s'y appesantir pour l'instant.

(1) Rapport O.R.S.T.O.M., 1963.

15 = pour être complet, il faut signaler qu'en général une action d'intervention doit être soutenue par une quelconque institution de crédit rural (éventuellement sous forme de coopérative), étant donné que les paysans ne disposent pas le plus souvent des fonds nécessaires à la profonde mutation qui leur est demandée. Cependant, le rôle de ces institutions s'est trouvé considérablement diminué du fait des traumatismes nombreux laissés chez les paysans par les expériences qui se sont soldées par des échecs, du fait aussi des précautions de plus en plus nombreuses prises par ces organismes pour recouvrer leurs prêts.

16 - Remarque concernant les formes hybrides du premier type : la "modernisation rurale" peut être purement et simplement prise en main par des firmes industrielles privées en quête de sources d'approvisionnement, et non plus par des sociétés d'aménagement mandatées par le pouvoir administratif : c'est ainsi que la société "Madagascar-Conserves" a pu prendre à cet effet les dispositions suivantes :

- = distribution gratuite de plants à ceux qui désirent faire des plantations,
- = traitements phyto-sanitaires des cultures gratuits pour ceux qui le demandent,
- = prise en charge par l'usine d'un contremaître chargé de montrer aux agriculteurs la technique de la culture à tous les stades,
- = prix de la marchandise rendue-usine fixé à l'avance et connu de tous,
- = vente toujours assurée à l'usine (1).

Là encore, on peut parler assurément de salarisation ou quasi-salarisation des agriculteurs. Et, lorsque D. HARDEL écrit : "la liberté de l'agriculteur est entièrement respectée : il peut accepter ou refuser de rentrer dans ce système, de faire ou de ne pas faire la culture qui intéresse l'usine ...", c'est une liberté qui ressemble fort à celle de celui qui n'a plus que sa force de travail à vendre.

Avec ce dernier exemple, nous entrons dans l'analyse plus complexe des "propagateurs techniques".

(1) Cf. D. HARDEL : "Essai sur quelques types de relations agriculture-industrie". Rapport O.R.S.T.O.M., 1966 (p. 20).

2) Les modalités de propagation du "progrès technique"

La classification des canaux de propagation technique de l'économie marchande ayant été exposée, on pourrait envisager d'établir une typologie croisée : types d'opérations d'intervention - types de structures sociales traditionnelles, aux diverses intersections de laquelle on transcrirait un type particulier de réaction. Il n'est pas certain cependant que ce genre de démarche soit très fructueux. La démarche pour laquelle on opte consiste dans l'étude de chacun des trois acteurs impliqués dans le développement de l'économie marchande, soit :

- = la paysannerie,
- = le pouvoir administratif,
- = les sociétés d'intervention ou d'aménagement, et dans l'examen des relations de caractère dialectique qui s'établissent entre chacun de ces trois acteurs.

Il serait bien entendu insuffisant de se cantonner à la seule étude de la paysannerie pour essayer de comprendre les réactions paysannes en face de l'introduction et de l'extension de l'économie marchande.

Car s'il est vrai que la paysannerie représente l'aspect principal de cette réalité dialectique que constitue la dualité paysannerie-administration, dans une première phase, cette même paysannerie semble jouer un rôle secondaire étant donné que l'initiative du changement économique et social provient de l'administration. Mais les "blocages de la tradition" qui surviennent presque inmanquablement pour freiner ce changement, montrent que l'initiative passe ensuite entre les mains de la paysannerie. Certes il s'agit d'une initiative de caractère négatif tout d'abord (auto-défense), mais elle est destinée à devenir positive, et c'est en ce sens que la paysannerie constitue l'aspect principal de la réalité étudiée.

Il n'en demeure pas moins que les réactions paysannes aux opérations d'intervention doivent être replacées pour être comprises (ou simplement appréhendées), dans le contexte global de la politique agricole et économique du gouvernement, au niveau national aussi bien qu'international.

Le plan global de l'économie nationale constituera donc un cadre de référence privilégié où l'on devra essayer de percevoir les objectifs, contraintes et moyens de la politique agricole.

Bien entendu, les propagateurs de ces objectifs et moyens, à savoir principalement les sociétés d'intervention et d'aménagement, vont faire subir de profondes modifications à ces objectifs et moyens.

Ces modifications, conscientes ou inconscientes, imposées ou subies par le propagateur du fait de sa propre structure, vont nous replacer dans un cadre plus large que celui de l'économie nationale, puisque ces sociétés sont, dans de nombreux cas, étrangères au pays; et cela, d'autant plus que l'aspect déversoir de services n'est pas secondaire et sert d'intermédiaire au déversoir de produits. On pourrait d'ailleurs prouver par de nombreux exemples que ces sociétés procurent des marchés privilégiés à des firmes étrangères et qu'elles peuvent aller jusqu'à organiser un savant gaspillage de matériel (la livraison de clés inadaptées à la taille des écrous de char-rue n'est qu'un exemple bénin; l'enceinte en barbelés d'un "ranch" (1) mal-gache dut être remplacée par une enceinte en grillage pour obtenir l'accord de l'organisation internationale finançant le projet).

Or, dans quelle mesure la finalité de ces sociétés étrangères et les structures leur permettant d'atteindre les buts fixés peuvent-elles s'accorder avec les finalités et les structures de la politique nationale ? Quelles sont les relations qui s'établissent entre les sociétés étrangères et l'administration nationale ? Et comment ces relations se répercutent-elles sur le milieu rural ? Comment altèrent-elles les relations paysannerie-administration ?

C'est tout le problème de l'effet déformant induit par le propagateur. Ces déformations peuvent intervenir aux deux pôles de la propagation :

- du côté du pouvoir politique, la mesure de la déformation dépend du rapport de force existant entre les deux acteurs : la déformation sera maximale lorsque le projet proposé par la société d'intervention est repris dans sa totalité par le pouvoir politique (2)

(1) Il s'agit d'une sorte de ferme d'Etat spécialisée dans l'élevage.

(2) On ne peut évidemment pas affirmer dans ce cas, que les sociétés d'intervention ont entièrement imposé leurs vues, car les projets présentés doivent tenir compte de certaines contraintes, et être suffisamment réalistes pour ne pas provoquer de trop vives réactions. Mais précisément, la connaissance parfaite par ces sociétés du rapport de forces, c'est-à-dire de la marge de manoeuvre qui leur est permise, est un atout de plus qui fait pencher le rapport en leur faveur.

- du côté de la paysannerie, la déformation n'est pas moins grande. On se contentera à cet effet de citer le cas d'une opération de vulgarisation agricole dont toute la philosophie pouvait se résumer ainsi : la démographie galopante de la population concernée a entraîné un déséquilibre population - ressources qu'il s'agit de pallier. On compte y parvenir en deux stades : dans un premier stade, la productivité de l'activité rizicole (base de l'alimentation) devra être accrue par une action de vulgarisation des engrais et de nouvelles méthodes culturales (séjour des plants en pépinières plus court, repiquage en ligne, etc ...). L'accumulation monétaire (?) permise par le premier stade, devrait faciliter le passage au second stade, à savoir la mise en valeur des collines qui demandent une forte fumure de redressement et dont les cultures devront être commercialisées ou transformées en viande, le surplus de population - agriculteurs formés aux techniques modernes de culture - devant émigrer vers des zones moins peuplées et à mettre en valeur.

Ce qui nous intéresse pour l'instant dans cette action de vulgarisation, c'est la méthode suivie par les vulgarisateurs. Chaque province est divisée en zones (sous-préfectures), chaque zone en secteurs (communes) chaque secteur en cellules (groupes de villages). Il y a un moniteur par cellule et un aide-moniteur par village. Ce sont ces trois derniers niveaux : chef de secteur - moniteur - aide-moniteur qui sont en quelque sorte les seuls à être en relation constante avec la population. Or, si l'on étudie (1) la manière dont s'est faite l'action de la vulgarisation, on constate que les niveaux inférieurs (surtout les deux derniers) de la structure de propagation ont eu tendance à présenter "le repiquage en ligne" comme un ordre de l'administration. Cette tendance n'était pas voulue consciemment par les responsables de l'action, mais il importe de voir qu'elle était objectivement présente dans la structure de vulgarisation, puisque moniteurs et aide-moniteurs sont notés (pour leur avancement ou leur maintien à ce poste) d'après les résultats qu'ils obtiennent. Or la méthode qui donne les meilleurs résultats à court terme est évidemment l'injonction pure et simple, mais on peut alors émettre quelque inquiétude quant à la prolongation du "repiquage en ligne", lorsque le propagateur se retirera,

(1) Interviews de paysans.

sans compter que l'abandon de la méthode améliorée représente désormais une forme de résistance politique pour les opposants au régime.

Ce qu'on a voulu montrer par cet exemple, c'est que la déformation du propagateur à la base était contenue objectivement dans sa structure et qu'elle sert ses intérêts en lui procurant des résultats rapides et impressionnants. Il en résulte également une déformation du milieu paysan dont la résistance est annihilée par une méthode inconsciemment mais objectivement très directive, mais dont la résistance se fera sans doute sentir avec beaucoup plus d'acuité lorsque cette "directivité" cessera (1).

Mais déjà, cet exemple pose la question des moyens utilisés pour introduire des rapports de production de type capitaliste en milieu rural traditionnel,

*

*

*

(1) Une nuance doit être apportée à cette proposition dans la mesure où de telles actions se traduisent effectivement par la constitution d'une petite classe de paysans riches qui pourraient prendre le relais de la coercition s'ils y ont intérêt : le point est à discuter.

Les quelques réflexions qui précèdent, sur la théorie et la pratique du développement nous introduisent tout naturellement au problème de la production et de la reproduction des rapports sociaux capitalistes dans les sociétés pré-capitalistes.

Mais la compréhension de ce problème sera appréhendée avec d'autant plus de facilité qu'on aura auparavant accédé à la compréhension des moyens utilisés par le groupe dominant pour introduire le règne de la marchandise au sein des sociétés paysannes, par l'intermédiaire des divers canaux de propagation indiqués plus haut. En d'autres termes, l'analyse de l'immédiateté du processus nous fera mieux comprendre son essence plus profonde (1).

Ceci nous amènera à traiter des contradictions qui se développent dans un tel système, et des tentatives de résolution de ces contradictions par la paysannerie d'une part, par le pouvoir administratif d'autre part.

*

*

*

(1) Dans le même sens, l'intérêt de l'approche phénoménologique en sociologie sera exposé dans l'article traitant de la méthodologie.

3) Les moyens de la propagation

- La coercition directe : c'est la colonisation qui instaure le travail forcé, dont on verra plus loin quel fût le rôle exact, et pour quelles raisons objectives il dut être transformé en salariat.

- La coercition indirecte est le biais qui va permettre la constitution d'un salariat et plus généralement l'introduction dans les rapports marchands.

Cette contrainte indirecte prend de multiples formes; notamment, il conviendrait d'examiner de plus près :

- a - le rôle de l'impôt (1) qui pousse les paysans à la salarisation (2) : salarisation directe, par la recherche d'un emploi dans les plantations, dans l'industrie, ou dans le petit commerce; salarisation indirecte par la pratique d'une agriculture commerciale.

Et si en fin de compte, il est certainement juste d'interpréter la levée des impôts comme un fait essentiellement politique, une preuve de soumission ou de contestation, il n'en reste pas moins que "la recherche de l'impôt" pousse les paysans à trouver un travail temporaire à l'extérieur : cette quête peut durer de quelques semaines à plusieurs mois, quand elle ne se traduit pas purement et simplement par la vente d'une partie de la récolte, verrouillant ainsi plus fortement les paysans pauvres dans le cycle de la soudure et de l'usure.

Mais en fait, la contrainte par l'impôt ne joue plus le même rôle exclusif qu'au temps de la colonisation.

- b - le rôle de certaines contraintes institutionnelles paraît également important; contraintes institutionnelles qui se substituent pour partie aux contraintes étatiques et aux contraintes du marché. Car c'est moins par la violence de l'Etat et la violence du marché que s'effectue actuellement un début de stratification sociale, mais par le biais d'une certaine logique des "institutions de développement". Etudier les critères d'attribution du crédit rural serait révélateur à cet égard. Il est certain que celui-ci est accordé à des paysans qui, à la rigueur, pourraient s'en passer. Lorsque, exception-

(1) L'impôt qui frappe la paysannerie représente une part infime des recettes budgétaires de l'Etat; c'est donc qu'il joue un autre rôle.

(2) Les sommes drainées par les Eglises en milieu rural jouent objectivement le même rôle.

nellement, un petit paysan réussit à obtenir du crédit, dans de nombreux cas une raison ou un prétexte quelconque feront que l'expérience ne sera pas renouvelée.

A ce point, on peut d'ailleurs remarquer que les autorités administratives locales disposent pratiquement du pouvoir d'attribution des crédits, dans la mesure où c'est un collège de notables qui choisit les demandes qui seront présentées aux institutions de crédit.

Cependant, nous citerons l'exemple d'une opération d'intervention qui nous paraît pertinent (bien que son importance relative soit faible). Au début de l'action entreprise, la commercialisation des engrais était entre les mains de l'organisme responsable; étant donné la faiblesse des moyens mis en oeuvre à cet effet, on aboutissait rapidement à des ruptures de stocks, car les paysans se fournissaient tous en engrais à la même époque. Aussi l'organisme décida d'instituer un prix différentiel : prix bas aussitôt après la récolte; prix normal, puis prix élevé au moment où l'engrais doit effectivement être épandu dans les rizières.

A première vue, on ne peut trouver de système plus logique et plus équitable; à seconde vue cependant, on réalise que l'achat d'engrais à plusieurs mois d'avance revient à immobiliser de l'argent pour un besoin non pressant, ce qui est d'autant plus difficile que la circulation monétaire est faible; et à troisième vue, - la révélation - le bas prix s'avère être pratiqué à une époque où les petits paysans ne disposent pas d'argent, car il est alors temps de payer l'impôt (1). Cette possibilité leur est donc fermée, à moins qu'ils ne se résolvent - une fois de plus - à s'enfermer dans le cycle de la soudure.

Toute ceci pour prouver que des institutions parfaitement "rationnelles" (il est "logique" que l'échéance du crédit tombe au moment où le paysan est solvable, puisqu'il vient de faire sa récolte), tendent objectivement à favoriser les plus riches et à pousser les pauvres à la prolétarianisation.

(1) Remarquons que les échéances de crédit tombent également à des moments peu propices, et poussent donc objectivement le paysan dans le cycle de la soudure.

c - une autre forme de contrainte indirecte réside dans le rôle des chefs ou des notables traditionnels : le fait que les rapports sociaux traditionnels, réinscrits sur les rapports marchands deviennent les vecteurs ou les formes modernes de la captation du surplus, explique que bien souvent l'adaptation ne soit pas possible (c'est alors qu'on dit qu'il y a "blocage"), ou nécessite un bouleversement.

Un certain nombre d'études (1) montrent comment l'introduction de la valeur d'échange dans des économies où prédominait la valeur d'usage, se traduit par une aggravation de l'exploitation des "cadets" par les "aînés" (2) qui utilisent à leur profit des rapports sociaux qui n'avaient de raison d'être que celle d'assurer la cohésion, c'est-à-dire finalement la reproduction, d'une société vivant à un niveau proche de la subsistance, ce qui confirme en quelque sorte ce qu'écrivait MARX dans un passage du Capital (3) : "Quand la forme d'une société est telle, au point de vue économique, que ce n'est point la valeur d'échange mais la valeur d'usage

(1) Cf. Cl. MEILLASSOUX : "Essais d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'autosubsistance" (Cahiers d'Etudes Africaines, 1960, n° 4).

"Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire" (Mouton, 1964).

G. GOSSELIN : "Pour une anthropologie du travail rural en Afrique Noire" (Cahiers d'Etudes Africaines, 1962, n° 12).

"Contribution à une anthropologie du travail" (Cahiers Internationaux de Sociologie, 1966, n° 2).

Cf. en un sens différent, M. GODELIER : "Rationalité et irrationalité en économie" (Maspero 1968), IIIème partie : "Objet et méthode de l'anthropologie économique.

(2) Précisément, Ariane DELUZ et Maurice GODELIER nient que la contradiction aînés-cadets soit une contradiction antagoniste : "dans la mesure où tout cadet deviendra aîné à son tour". Cet argument ne vaut plus lorsque la valeur d'échange a fait son apparition dans la société en question, car alors il est évident que l'ancienneté ne survivra en tant qu'il y a une base économique; de ce fait même, elle ouvre aux cadets la possibilité d'y accéder, possibilité qui leur permet de plus de sortir de leur condition d'exploités.

Cf. A. DELUZ et M. GODELIER : "A propos de deux textes d'Anthropologie économique", in l'Homme, VII, 3, juillet-septembre 1967.

(3) Karl MARX : "Le Capital", livre I, Tome I, page 231. (Editions sociales).

qui y prédomine, le surtravail est plus ou moins circonscrit par le cercle de besoins déterminés; mais le caractère de la production n'en fait point naître un appétit dévorant".

Ainsi donc, dans de nombreux cas, on constate que les "anciens" peuvent profiter de leur position dominante dans les rapports sociaux traditionnels, pour "transformer" leurs dépendants (1), les "cadets", en une main-d'oeuvre non rémunérée quoique productrice de valeur d'échange, par les voies de l'entraide traditionnelle par exemple, et ainsi conserver une position dominante dans les nouvelles structures économiques introduites.

C'est là une évolution inscrite dans la logique des structures traditionnelles, logique transformée par la marchandise.

Au niveau postérieur peut-être cette évolution se prolonge, étant alors le résultat d'une pratique très consciente de la part du "propagateur du progrès technique", les agents du propagateur en question tissant les liens privilégiés avec les détenteurs du pouvoir traditionnel, ou du pouvoir politique moderne. Il peut y avoir concurrence entre les deux types de pouvoir; le plus souvent cependant, il y a coïncidence, et alors, pouvoir traditionnel et pouvoir administratif ont permis à leurs détenteurs de s'élever à un niveau économique suffisant pour en faire des interlocuteurs prioritaires des agents du progrès technique.

Or l'atteinte de ce niveau minimum est indispensable pour se trouver du côté du groupe dominant, dans le processus de stratification qui s'amorce.

Sur un terrain d'enquête, dans la province de Tananarive, on a en effet pu observer une phase du processus de stratification en cours : les plus grandes propriétés sont celles des familles qui ont su organiser le départ vers la ville des descendants à chaque génération, laissant ainsi l'exploitation entre les mains d'un seul des descendants. Les ressources extérieures contribuent par ailleurs à l'extension et à la modernisation de l'exploitation. Par contre, les petites propriétés se fragmentent à l'extrême. Ces deux comportements ne sont pas du tout le résultat du hasard, pas plus que d'une quelconque supériorité intellectuelle dans la recherche des solutions à la survie familiale : ils sont la marque d'une différenciation sociale

(1) Il n'y a là aucun volontarisme conscient.

basée sur la possession des moyens de production. En effet, il est évident, dans l'état actuel de pénétration de l'économie marchande dans cette région, que la solution-type apportée par les paysans à leurs besoins monétaires est le départ vers la ville (1). Mais cela implique d'abord que l'on "ait des relations", ou au moins des membres de la famille établis sur place; cela implique surtout que la survie de la famille (ou pour parler comme les techniciens : la survie de l'exploitation familiale) ne nécessite pas absolument la force de travail de celui qui part. Or, cette force de travail est indispensable, vitale même, pour les familles qui ne peuvent au moment des grands travaux agricoles :

- embaucher des salariés,
- ou inviter suffisamment de personnes pour l'entraide,

ces deux caractéristiques étant propres aux familles influentes (riches ou / et notables).

Les familles pauvres sont également celles qui, au moment de la soudure, ne peuvent se permettre d'envoyer certains de leurs membres à la ville, car il faut gagner aujourd'hui l'argent qui permettra de manger demain : autrement dit, il faut se salarier sur place.

Ainsi, on assiste bien à un début de constitution d'une petite bourgeoisie agraire, corrélative à une salarisation croissante. Certaines familles oscillent entre les deux, pouvant encore et essayant de jouer sur les deux registres.

Dans ce contexte, il est évident qu'un projet de vulgarisation est destiné à se traduire par l'apparition d'un net clivage entre les deux groupes, classes sociales en gestation.

On va dès lors assister à une exacerbation des tensions sociales, qui sera un des domaines privilégiés de l'observation pour l'anthropologue-économiste de terrain.

(1) Solution-type idéale.

d - l'influence démonstrative des aspects de la vie moderne (urbaine) peut constituer également une autre forme de contrainte indirecte, poussant les individus à s'intégrer à l'économie monétaire; cet effet n'est cependant que l'un des multiples aspects de l'extension de l'idéologie dominante (1).

*

*

*

Les moyens de propagation qui viennent d'être décrits donnent naissance et entraînent le développement de contradictoires à tous les niveaux : celui de l'économie de marché dans son extension internationale, celui de la société traditionnelle, c'est-à-dire de la paysannerie, celui enfin de la bourgeoisie-relais autochtone.

(1) De ce point de vue, il serait indispensable et certainement très fructueux de faire une étude approfondie du contenu des émissions de radio et de la presse destinées aux milieux ruraux.

DIALECTIQUE DE L'INTRODUCTION DU CAPITALISME

1) Les contradictions inhérentes ou processus

a - L'extension internationale de l'économie du marché et ses contradictions.

Cette extension à l'échelle mondiale a d'abord été réalisée par la colonisation. Même si certaines conquêtes coloniales ont été menées dans un but exclusivement politique, la majorité de la bourgeoisie les subissant, cependant cette politique de force finit tôt ou tard par se justifier du point de vue de la bourgeoisie européenne, en tant qu'elle permettait d'ouvrir de nouveaux débouchés aux produits manufacturés européens, et de nouvelles sources de matières premières nécessaires aux industries européennes.

Les débouchés dans l'industrie extractive ne pouvant suffire, il était nécessaire d'introduire le salariat, ou sa forme agricole intermédiaire : l'agriculture commerciale. Le travail forcé était cependant réputé indispensable afin de construire l'infrastructure des transports notamment, laquelle fournit des économies externes aux industries; économies externes qui, dans la comptabilité bourgeoise, doivent être prises en charge par l'Etat, c'est-à-dire rejetées à la charge de l'ensemble de la communauté nationale, pour le plus grand profit de la bourgeoisie marchande et industrielle.

Le salariat, et ce que l'on a appelé le quasi-salariat, impliquent la liberté des individus, liberté formelle qui fait qu'ils n'ont que leur force de travail à vendre. Or ceci posait un certain nombre de difficultés dans des pays où plus des 4/5 de la population vivent en auto-subsistance ou presque, où souvent la densité d'occupation des terres n'est pas suffisante pour que puisse intervenir un processus de concentration des terres corré-

latif à la constitution d'un prolétariat orienté vers les villes ou les plantations. Certes, cet exode rural a plus ou moins été obtenu grâce à la poussée démographique qui a déséquilibré le rapport population-ressources dans certaines régions. Mais ces courants migratoires provoqués, comme d'ailleurs ceux existant déjà traditionnellement, viennent grossir la population des chômeurs, dans les bidonvilles, dans des proportions dépassant largement sans doute les nécessités objectives du développement du mode de production capitaliste. Il faut donc qu'intervienne une salarisation en milieu rural, et celle-ci ne pouvant être réalisée du fait de la seule contrainte du marché, la coercition devient le complément et pour partie le substitut logique du marché.

Ce que nous voulons démontrer ici, c'est que ce cercle vicieux dénoncé par d'éminents économistes n'est que le simple reflet d'une contradiction beaucoup plus fondamentale dans laquelle se trouve pris le système occidental, contradiction difficilement surmontable : le problème fondamental qui se pose en effet au système, concernant sa survie, est celui de la contradiction entre la nécessité vitale pour ce mode de production de s'étendre à l'échelle du monde, et l'impossibilité structurelle de cette extension (c'est-à-dire de sa greffe sur des économies pré-capitalistes). Outre les réserves de matières premières, il s'agit essentiellement d'élargir les débouchés : or, des débouchés suffisants et durables ne peuvent provenir que de l'instauration de véritables rapports capitalistes de production dans les pays réservoir-déservoir; car on ne peut créer de pouvoir d'achat ex nihilo, comme le fait l'aide octroyée par l'occident, qui n'est qu'un palliatif insuffisant.

La seule solution alternative, c'est-à-dire l'établissement des rapports capitalistes de production, entre donc en contradiction avec le problème à résoudre lui-même, puisque cela nécessite une véritable industrialisation, donc une concurrence immédiate en ce qui concerne les matières premières, et à plus long terme une fermeture des débouchés créés, les industries satisfaisant alors ceux-ci.

On comprend alors pourquoi tout l'effort de "l'aide" porte sur l'industrialisation de l'agriculture, et de l'industrialisation basée sur l'agriculture (1) : la récupération du surplus frappe ainsi en priorité le quasi-salariat agricole.

Mais il y a un autre aspect de l'aide qui a déjà été signalé, et qui n'est pas moins important : sociétés d'études et sociétés d'aménagement métropolitaines sont chargées de dispenser judicieusement cette aide, à un milieu qui la refuse avec plus ou moins d'intensité : ces marchés de services sont le préalable indispensable pour rendre nécessaires des fournitures de matériel (marchés de biens). Ces méthodes atteignent souvent leur ultime limite : le gaspillage organisé.

Ainsi, aussi bien sur les marchés du Tiers-Monde que sur leurs propres marchés nationaux, les économies occidentales poussent la contradiction jusqu'à son paroxysme, en institutionnalisant "l'économie du gaspillage". A ce propos il ne faut sans doute pas sous-estimer les possibilités de développement vertical du capitalisme (par "déplacement de la frontière" des besoins vers le haut : l'économie du gaspillage n'en est qu'un aspect) qui permettent de pallier quelque peu les obstacles auxquels se heurte son développement horizontal (c'est-à-dire son expansion territoriale).

On aurait beau jeu de rétorquer aux arguments qui précèdent, qu'on assiste à un développement des échanges entre pays capitalistes industrialisés, beaucoup plus qu'à un développement des échanges entre pays capitalistes industrialisés et non industrialisés.

On ne doit pas oublier cependant que les marchés du Tiers-Monde sont des marchés privilégiés pour les anciennes métropoles ou les pôles de domination (France et maintenant C.E.E.-Afrique francophone; Grande-Bretagne, - Afrique anglophone, Inde ...; U.S.A. - Amérique Latine).

(1) A laquelle on peut joindre les traditionnelles industries extractives et quelques industries annexes : usine de montage par exemple, qui profitent des bas salaires pratiqués et du quasi-monopole des débouchés ainsi assuré.

Mais cette industrialisation basée sur l'agriculture ne suffit pas à absorber la population chassée des campagnes par la démographie galopante et l'industrialisation de l'agriculture.

Si la construction de l'Europe communautaire s'est ainsi traduite par un très important accroissement des échanges intra-européens, alors que les échanges entre les pays de la C.E.E. et pays africains associés ont stagné ou se sont très peu accrus, on ne saurait en déduire hâtivement que les marchés africains sont superflus pour l'Europe; mais il faudrait plutôt voir si, dans la lutte concurrentielle forcenée qui s'en est suivie en Europe, les débouchés africains n'ont pas permis aux entreprises-françaises notamment (1) - de soutenir une concurrence très coûteuse. Ainsi, s'il n'y avait pas eu de possibilités d'écoulement vers l'Afrique, certaines entreprises n'auraient-elles pas disparu corps et biens en face des entreprises allemandes, italiennes ou du Benelux ?

Ainsi l'aspect déversoir du Tiers-Monde est multiforme : il faut l'envisager à un niveau global (au niveau du système); comme permettant d'éviter (provisoirement peut-être et en combinaison avec la manipulation des besoins du consommateur dans les pays occidentaux) des crises de surproduction; il faut l'envisager également à un niveau micro-économique, au niveau des entreprises dans leurs stratégies de luttes concurrentielles.

b - contrainte et idéologie (2) constituent les deux termes d'une seconde contradiction : s'il est relativement facile de contraindre par l'idéologie, il est plus difficile de répandre une idéologie de la contrainte. C'est pourtant à cette extrémité qu'est conduit le système d'exploitation mis en place dont il convient maintenant de démonter le mécanisme.

Le salariat et le quasi-salariat ne peuvent être promus ni par la seule contrainte du marché ni par la forte brute : leur instauration et leur développement nécessitent une apparence de liberté, une liberté formelle : celle du salarié en tant que vendeur sur le marché du travail, celle du quasi-salarié en tant qu'acheteur sur le marché des inputs et vendeur sur le marché des produits primaires. Cette liberté, purement formelle, n'existe que dans l'esprit des individus : son existence est idéologique. Or, cette existence idéologique ne pouvait apparaître dans un système où le colonisateur serait resté le maître, en raison d'un passé trop proche et trop lourd.

(1) Celles-ci bénéficiaient de situations acquises, ce qui n'est pas négligeable.

(2) Ce paragraphe nous fait légèrement anticiper sur le problème de la production et de la reproduction des rapports marchands. Il convenait néanmoins d'en parler ici.

Avec la décolonisation, les anciens dominants ont donc laissé la place à une catégorie de nationaux soigneusement formée par eux, remplissant parfaitement tous les critères idéologiques de conformité (1) : éducation, religions occidentales, etc ... Cette bourgeoisie bureaucratique joue un rôle bien précis, rôle théâtral d'imitation de l'ancien maître (habitudes vestimentaires, divertissements, luxe, démonstration, etc ...), rôle objectif de rouage intermédiaire entre la masse paysanne et la bourgeoisie occidentale (ou encore les grandes firmes étrangères). Ce rouage est d'autant plus sûr qu'il tient entièrement son pouvoir de l'ancien dominant, et qu'il prend celui-ci pour unique modèle de référence. Et c'est justement l'établissement de ce rouage, à l'intérieur d'une telle structure, qui a nécessité un développement formidable de toute la superstructure idéologique occidentale qui s'est ainsi trouvée précéder l'infrastructure économique. Cette inversion n'est ni un hasard ni une erreur, comme nous le verrons plus loin (2).

Plus particulièrement, la production et la reproduction de cette structure ont entraîné la mise en place d'un enseignement dont le rôle objectif est de former une petite bourgeoisie bureaucratique. Les contradictions de cet enseignement sont que :

- il assure une reproduction trop rapide et trop large donnant aux individus un idéal "fonctionnariste" qu'ils ne pourront réaliser; le système créant ainsi la source de sa propre constestation, la bourgeoisie autochtone développant ainsi une contradiction interne grave ;
- de plus, il ne réalise pas la formation des producteurs, c'est-à-dire dans le cas présent des agriculteurs (3), ce qui fait apparaître une nouvelle contradiction entre bourgeoisie autochtone et bourgeoisie métropolitaine, dans la mesure où cette dernière ne peut atténuer ses propres contradictions internes qu'en introduisant le capitalisme dans les campagnes du Tiers-Monde, sous la forme du quasi-salariat, comme nous l'avons déjà vu.

(1) Il est symptomatique de remarquer que les réactions verbales (et aussi réelles) de ces acteurs sont parfaitement prévisibles et en accord avec les poncifs occidentaux : s'adressant à des individus peu politisés, l'idéologie qui est ainsi répandue est dépourvue de toutes fioritures et nous est ainsi dévoilée dans toute sa nudité.

(2) Cf. notre article en préparation : "Production et reproduction des rapports sociaux de production dans les sociétés pré-capitalistes.

(3) Cette "formation" des agriculteurs par l'école, que René DUMONT, par exemple, appelle de ses vœux.

Il est vrai cependant que cette contradiction n'est peut-être qu'apparente, puisque, comme le souligne Richard L. MEIER (1) : "L'éducation est destinée à accroître le stock propre d'information du récipiendaire et à faciliter sa faculté d'accès à d'autres enseignements", et qu'en conséquence il suffit de créer un déchet de l'enseignement suffisant pour atténuer cette contradiction.

Il se peut aussi d'ailleurs que la bourgeoisie bureaucratique ait intérêt à ce que se constitue une bourgeoisie rurale.

Une fois le système mis en place, il va s'agir d'organiser le passage de l'idéologie dominante dans la paysannerie. Nous avons déjà souligné le rôle des mass-media à cet égard, dont l'objectif peut se résumer en l'émergence d'une mauvaise conscience paysanne ("nous ne savons rien, nous avons tout à apprendre") et l'inculcation de la nécessaire utilité ou de l'utile nécessité (c'est une question de dosage) des "services techniques".

Et ainsi nous retombons sur les propagateurs techniques, qui provoquent également des déformations idéologiques.

On sait que nombre d'Etats nouvellement indépendants se réclament du socialisme : ce socialisme "officiel" est en effet un excellent moyen de désamorcer les idéologies contestatrices. Le départ entre l'idéologie et la réalité objective est bien entendu très net. C'est toujours cette dernière qui est la cause de tous les maux : les contraintes qu'elle impose font que le but qui avait été fixé, n'a pu être atteint. Peu importe ! C'est aux deux niveaux extrêmes du propageur que les failles de la contradiction idéologie - buts objectifs poursuivis, apparaissent dans toute leur ampleur et avec le plus d'acuité.

Les instances supérieures du propageur, plus ou moins confondues avec les instances politiques, laissent filtrer à l'intérieur de leur propre sphère quelques indications très claires : "chacun a sa chance"; "se modernise qui veut (2); et ceux qui auront voulu, formeront ainsi une classe de capitalistes agraires".

(1) Richard L. MEIER : "La théorie de l'éducation dans les sociétés en voie de développement", Revue d'Economie Appliquée, tome XIV, n°s 2-3, 1961).

(2) ... et non pas "qui peut", puisque chacun a sa chance.

L'idéologie est filtrée aux niveaux intermédiaires : "chacun a sa chance, et puisque chacun a sa chance, on ne voit pas pourquoi chacun ne la saisiserait pas".

Finalement, chacun pourra tenter sa chance, même contre son gré : voilà l'aboutissement au niveau inférieur; l'action entreprise devient alors, comme nous l'avons déjà vu, un ordre de l'administration, et le policier devient le meilleur vulgarisateur qui soit (1).

Ainsi se concrétise la réalité de la contradiction : le retour de l'idéologie à la contrainte pure et simple. Le cercle est bouclé lorsqu'on aboutit, par une telle pratique à des échecs répétés. La coercition devient alors indispensable au maintien du système actuel. Et le "fatalisme", "l'ignorance", et la "mauvaise volonté" paysannes constituent les alibis de cette coercition. J. DEZ n'écrit-il pas que "là où la répression se montre trop tolérante, les gens éprouvent l'impression d'un recul de l'administration, ils pensent être en train de s'affranchir de son autorité. Ce sentiment retentit sur leur comportement général à son égard : en particulier ils deviennent beaucoup plus réticents pour le paiement des impôts, ils tendent une oreille moins favorable aux propos des encadreurs agricoles; cela peut aller dans certaines régions jusqu'à une diminution de la fréquentation scolaire et la fréquentation des postes médicaux et des maternités". (2)

c - les contradictions internes à la paysannerie : ce qui précède nous fait comprendre que le propagateur principal se crée des propagateurs secondaires au sein de la paysannerie. Dans quelles couches sociales se recrutent ces capitalistes en gestation ? Ceux qui détiennent le pouvoir administratif ou politique moderne, ou une quelconque forme de pouvoir idéologique ou technique constituent des recrues de choix : mais en fait ces formes de pouvoir se concentrent dans les chef-lieux de commune ou de canton, etc ..., et dans certains cas elles s'y sont mises en symbiose avec le pouvoir traditionnel.

(1) Cf. G. ROY : "La SOMASAK : Essai de bilan de 4 années d'action : 1960-1963" (rapport O.R.S.T.O.M., 1965, p. 52) : le directeur de l'A.M.V.R. affirmait : "Le gendarme est désormais notre meilleur encadreur".

(2) Cf. J. DEZ : "Un des problèmes du développement rural : la limitation des feux de végétation" (Terre Malgache, n° 4, juillet 1968, p. 123).

Ailleurs, toute l'action du propagateur principal a porté sur les détenteurs du pouvoir traditionnel, sur les Anciens qui, sentant leur pouvoir mis en question par l'introduction de l'économie marchande, se sont attachés à en assurer la reconversion. Cela ne devait pas aller sans qu'apparaissent un certain nombre de contradictions :

- contradictions successives au niveau de l'infrastructure des rapports de production :

- d'une part, le niveau de développement des forces productives est suffisant pour transformer les rapports de production traditionnels en un pôle de la contradiction pour la petite paysannerie (les subordonnés) : en d'autres termes, lorsque la charrue remplace la bêche, et lorsque la commercialisation des produits remplace l'autosubsistance, l'entraide traditionnelle (qui est don de travail pour ce qui concerne les Anciens) devient une forme dépassée des rapports de production. Et son dépassement au profit du salariat est demandé (ou plutôt conquis) par ceux qui s'y trouvent en situation de dominés, même si les anciens, et surtout eux, y trouvent aussi leur avantage, (1)
- d'autre part, une fois que le salariat et le quasi-salariat ont été institués et généralisés, alors le niveau des forces productives apparaît insuffisant au regard des nouveaux rapports de production. Rendre le travail plus productif, voilà quelle devient la principale préoccupation de la bourgeoisie. Mais nous allons voir, en étudiant la contradiction qui précède à son niveau idéologique, que cette bourgeoisie naissante se trouve incapable de remplir son rôle historique d'accumulation du capital (2).

- contradictions au niveau de la superstructure idéologique :

- d'une part, les "Anciens" se font les plus fermes protecteurs de la tradition, mais dans le même temps, ils se servent de cette même tradition pour introduire l'économie marchande à leur profit. Rien là que de très normal : nous venons de voir qu'il

(1) Que l'entraide-don de travail soit préservée, autant qu'il est possible, par les Anciens, cela ne fait aucun doute. L'entraide-échange de travail par contre a disparu sous les effets de l'introduction de la monnaie et du salariat, et cela, sur l'initiative des plus riches qui y trouvaient intérêt.

(2) Là encore, nous retombons sur le problème des dépenses improductives et ostentatoires.

était de plus grand intérêt pour les détenteurs du pouvoir traditionnel de maintenir les anciens rapports de production afin d'asseoir ce pouvoir sur une base économique. Ce maintien exige le respect de l'idéologie traditionnelle ou plutôt : le respect de l'idéologie traditionnelle exige ce maintien des rapports de production : l'inversion est très éclairante.

Pensant consciemment et subjectivement renforcer le système qui leur assure un statut privilégié, les anciens notables contribuent en fait objectivement et inconsciemment (mais cette inconscience individuelle n'est-elle pas une manifestation de leur conscience en tant que porto-classe ?) à le structurer et à le remplacer par le mode de production marchand où ils se retrouvent directement en position dominante, mais tout en ayant porté à maturité des contradictions sur le point d'éclater, tout en ayant fait naître la contestation de leur propre pouvoir devenu illégitime. Cependant, en tant que défenseurs de l'ancienne idéologie, les chefs traditionnels se doivent de consolider leur prestige par les voies traditionnelles. On en revient au problème de l'ostentation économique, et il peut naître de ces conditions un "appétit dévorant" de biens de prestige, qui ne se traduit évidemment pas par une accumulation du capital.

Or il apparaît que si l'ancien groupe dominant utilise les rapports de production capitalistes dans lesquels s'enferment finalement leurs dépendants, pour s'enfermer lui-même dans des luttes de prestige internes, le problème ne se pose pas d'une manière fondamentalement différente au niveau de la bourgeoisie bureaucratique et administrative qui profite du pouvoir légué par l'ancien colonisateur, pour acquérir ce qu'elle considère être les caractéristiques du prestige européen qu'il s'agit de mimer : vêtements, cocktails, villas, automobiles luxueuses, etc ... Et dans la mesure où justement ces deux pouvoirs devenus artificiels : celui des notables traditionnels, celui des administrateurs jeunes héritiers du colonisateur ont pour signification et pour condition de leur perpétuation et légitimation, l'acquisition des normes de prestige traditionnelles ou modernes, dans ces conditions donc, il peut paraître douteux que cette bourgeoisie puisse devenir une bourgeoisie économique. En tout cas, une hypothétique accumulation de capital se pourrait intervenir qu'après cette accumulation de prestige légitimante.

On laissera ici la question pendante, car il est nécessaire d'approfondir le problème. Mais on conçoit aisément l'importance qu'il faut lui accorder.

Car il s'agit de savoir si l'on peut discerner, comme chez les Agrariens du temps des Physiocrates ou les Junkers du temps de Bismarck, une prise de conscience partielle des menaces futures de translation de pouvoir, et un essai de récupération par le haut, avant qu'il ne soit trop tard.

En d'autres termes encore, le renouvellement de l'expérience japonaise est-il désormais possible ? Et l'apparition de véritables entreprises autochtones ne se traduirait-elle pas par une opposition avec les entreprises des pays développés ? Dans ces conditions, on peut penser que l'apparition d'une bourgeoisie économique serait empêchée coûte que coûte.

- d'autre part, les subordonnés, influencés par les "valeurs modernes" (1) s'en font les porteurs dans la société traditionnelle. La contestation qui en résulte va entraîner une nécessaire transformation des rapports de production. Mais une fois le passage effectué, ces "valeurs modernes" vont assurer leur asservissement.

En résumé, on peut dire que la "modernisation" émancipe les jeunes subordonnés (processus qui entraîne le passage aux rapports de production marchands), alors que la "monétarisation" les subordonne plus fortement (et de leur plein gré) à un pouvoir qui se consolide, en se donnant un fondement économique.

2) Les tentatives de résolution des contradictions internes à la paysannerie (2)

- a - Modes de résolution apportés par la paysannerie à ses propres contradictions. De ceux-ci il résultera :
 - une dynamique d'absorption, les effets destructurants de l'économie marchande étant neutralisés et intégrés aux structures traditionnelles qu'ils auront pour mission de consolider. On trouve là une explication de ce qu'il est convenu d'appeler "l'économie ostentatoire" (3). Le cas des migrants Antandroy et Antaisaka à

(1) La nécessité démographique, par exemple, les pousse à chercher du travail en ville.

(2) Les deux autres contradictions, structurelle et idéologique, seront reprises globalement dans l'article en préparation : "Production et reproduction des rapports sociaux de production dans les sociétés pré-capitalistes".

(3) Cf. par exemple la construction des tombes somptueuses en Imerina.

Madagascar est exemplaire à cet égard : ces deux ethnies n'hésitent pas à s'intégrer parfaitement aux rapports marchands; et lorsque l'argent gagné atteint une somme suffisante, il y a retour au pays d'origine et investissement de l'argent dans des troupeaux de boeufs, forme traditionnelle du prestige. Il y a d'ailleurs là une source de contestation du pouvoir des Anciens, puisqu'on rivalise avec eux sur le même terrain des biens de prestige, mais avec des moyens différents.

Mais, se traduisant par une lutte pour le prestige, et donc pour le pouvoir, cette dynamique d'absorption n'est en fait qu'une étape vers la dynamique d'évolution.

- une dynamique d'évolution, l'économie marchande pénétrant peu à peu toutes les sphères de la vie sociale. Mais, alors que la dynamique d'absorption traduit une adaptation, un équilibre maintenu - mais seulement en apparence, comme nous venons de le voir
- la dynamique d'évolution se traduit au contraire par une inadaptation, un équilibre rompu.

Et ce déséquilibre peut être perçu à deux niveaux :

- au niveau individuel, l'anthropologie psychanalytique peut faire apparaître un nombre croissant de psychoses et névroses compensées par divers moyens : Cf. LEVI-STRAUSS citait la recrudescence du chamanisme (1).

Pourtant, on a trop rapidement tenté d'expliquer certaines conduites "anormales", notamment en milieu industriel (instabilité de la main-d'oeuvre; courbe atypique de l'offre de travail - diminution de l'offre de travail pour un salaire accru (2) par le concept durkheimien d'anomie. On peut plutôt avancer l'explication selon laquelle ces conduites répondent à une logique traditionnelle (3) : mais le problème demeure entier, puisqu'il faut

(1) Préface à M. MAUSS : "Sociologie et anthropologie" (PUF).

(2) Cf. P.C.W. GUTKIND : "Les Africains et l'emploi salarié urbain", in Revue Internationale du Travail, février 1968 .

Cf. aussi les travaux de W. MOORE, B. HOSELITZ ...

(3) On gagne suffisamment d'argent pour payer l'impôt ou pour satisfaire les besoins nécessaires à la vie ou au prestige : un surplus serait superflu; on quitte le travail salarié au moment des grands travaux agricoles.

encore comprendre pourquoi la rationalité de l'économie marchande, la loi de l'intérêt individuel, n'a pas supplanté la rationalité traditionnelle.

Mais, si ces explications au niveau de l'individu constituent un élément, un chaînon de l'explication globale, elles ne peuvent cependant pas nous conduire à l'essence réelle des causes. Et lorsque A.O. HIRSCHMANN (1) utilise, pour expliquer les comportements "anormaux" la notion d'ambivalence définie en psychanalyse par HUNT :

" un complexe de compensation consistant à manifester et à éprouver consciemment des sentiments opposés à ceux qui sont refoulés, la réapparition sous une forme déguisée de l'hostilité refoulée, visant à provoquer l'échec ou la destruction de l'objet de l'ambivalence", on ne peut s'empêcher de penser qu'il serait abusif d'étendre une telle explication individuelle, au niveau collectif qui est autre chose qu'une simple addition d'individus.

Cependant ces analyses sont intéressantes en ce sens qu'elles permettent d'appréhender ce que G. BALANDIER appelle un "traditionalisme de réaction", auquel il faudrait adjoindre ce qu'on pourrait qualifier par le terme de "néo-traditionalisme".

Au niveau collectif en effet, le traditionalisme de réaction correspond à la dynamique d'absorption : nous avons vu par exemple qu'il pouvait refléter (mais pas obligatoirement, car il peut s'agir d'une véritable auto-défense de la société) une lutte pour le pouvoir. Quand au néo-traditionalisme, pour sa part, il caractérise la dynamique d'évolution.

Il est en effet certain que le passage du travail collectif - "participation de chacun au tout social", au travail individualisé aliénant, n'est tolérable qu'à la condition d'être atténué par le développement d'une éthique religieuse ou quasi-religieuse, déjà existante ou à créer (chamanisme, messianismes ou syncrétismes)(2/3) Or toute l'ambiguïté de ces manifesta-

(1) in "Stratégie du développement économique" (éditions ouvrières).

(2) Les religions importées peuvent toutes être considérées comme des syncrétismes : une de leurs caractéristiques principales est en effet que les nécessités de leur développement leur ont imposé des concessions vis-à-vis des coutumes ancestrales; leur survie est parfois fonction de leur tolérance à cet égard.

(3) Cette remarque ne contredit pas la thèse selon laquelle ce sont ceux qui se trouvaient en situation d'exploités dans les anciens rapports de production, qui se sont fait les agents de l'instauration des nouveaux rapports. Cette lutte idéologique répondait en fait à une nécessité objective : les subordonnés en furent les agents obligés et inconscients.

tions réside dans le fait qu'en fin de compte, elles sont conservatrices : ce sont des libérations imaginaires (1), dont le rôle réactionnaire et conservatoire est tellement évident que le pouvoir en place va même jusqu'à en assurer l'institutionnalisation (2).

On pourrait suggérer alors que le socialisme possède l'avantage, sur toutes les autres formes de transition d'allier cette "éthique quasi-religieuse" à une libération de l'exploitation : la mystique du travail dans les pays socialistes dépasse bien entendu les libérations imaginaires, car elle s'applique à l'objet même qui est vecteur de l'oppression : le travail. Elle permet ainsi de surmonter la dichotomie paralysante qui existe entre travail et religion (ou plus largement : idéologie), contradiction non dialectique en ce sens qu'elle ne peut se dépasser elle-même, dans la mesure où l'idéologie a pour fonction d'assurer l'acceptation du travail (3).

Mais l'éthique accordée au travail dans les pays socialistes n'est qu'un aspect secondaire dans le processus de libération et de désaliénation : l'éducation et la politisation des masses - qui devraient alors prendre en main leurs propres intérêts collectifs - en constituent l'aspect principal. L'étude de l'importance relative de chacun de ces deux aspects d'une même réalité est un critère essentiel pour tester la réalité de la construction du socialisme : l'importance plus grande accordée à l'éthique par rapport au travail d'éducation et de politisation, est sans nul doute le signe d'une tendance à l'asservissement des travailleurs, à la constitution d'une nouvelle classe dominante, à l'établissement de nouveaux rapports d'exploitation.

(1) Cf. par exemple G. ALTHABE : "Oppression et libération dans l'imaginaire" (Maspero, 1970).

(2) Ainsi, des "Syndicats d'initiative", ou encore des "clubs des amis de la nature" convient les adeptes à venir assister à des sacrifices ou cérémonies traditionnelles pour de modiques sommes.

(3) Bien sûr, l'idéologie peut dépérir, ou, du fait de son "importance" se révéler inadaptée (nous y reviendrons), et donc ne pas assurer au mieux sa fonction; ou bien encore l'asservissement dans le travail peut se faire trop strict; et le décalage qui apparaît entre les deux pôles entraîne alors des adaptations ou même des changements radicaux.

Pour en revenir aux réactions évasionnistes de la paysannerie, il faut en chercher la raison dans le fait que si celle-ci a pris une certaine conscience de son exploitation, elle n'a pas encore exploré les diverses voies de sa libération : et la tâche essentielle pour une théorie des mouvements de libération dans les pays du Tiers-Monde réside dans l'étude des conditions et des possibilités de la transformation de tels mouvements conservateurs parce que contestataires dans la seule sphère idéologique, donc libérateurs dans l'imaginaire - en mouvements véritablement libérateurs (1).

Si le traditionalisme de réaction, élément de la dynamique d'absorption, constitue un obstacle réel au développement de l'économie marchande, le néo-traditionalisme, bien qu'étant un élément de la dynamique d'évolution, constitue lui aussi un obstacle, sinon réel, du moins potentiel, car il est toujours susceptible de faire basculer la dynamique d'évolution vers la dynamique d'absorption.

Or ces deux types de réactions étaient inévitablement provoqués par les politiques considérant les structures traditionnelles comme devant être détruites pour permettre le "progrès".

C'est pourquoi des interventions plus soucieuses de préserver les structures traditionnelles - et ceci afin de les utiliser pour parvenir à des objectifs bien définis - ont été mises en avant : ce sont le développement communautaire, l'animation rurale et la coopération.

Il faut maintenant se demander si ces tentatives ont fondamentalement changé le problème.

b - Modes de résolution des contradictions par la classe dominante :

Les tentatives énumérées plus haut essayent d'inverser les rapports de la communication : faisant abstraction de la domination de la bourgeoisie autochtone sur la paysannerie, elles veulent donner l'initiative à la base, se donnant ainsi un aspect "socialisant"; le développement communautaire ne se présente-t-il pas comme l'équivalent occidental de la commune populaire chinoise ? Mais penser qu'une transformation, au niveau des fins, des structures traditionnelles, retentira sur les structures économiques,

(1) Cf. notre article en préparation : "Production et reproduction ..."
(voir supra, note 2, page 30).

et finalement sur les structures politiques, n'est-ce pas prendre le problème à l'envers ? N'est-ce pas faire preuve d'un réformisme illusoire que de croire que des transformations des rapports de production peuvent intervenir à l'intérieur d'une structure politique déterminée, laquelle organiserait ainsi elle-même son passage à un stade supérieur : c'est nier que l'appareil d'Etat soit l'appareil du "monopole de la violence physique légitime et organisée" (Max WEBER) au service de la classe dominante.

Si l'on examine d'ailleurs les méthodes de l'animation rurale, on peut observer que l'éducation des masses (par l'intermédiaire d'individus choisis par ces masses) est censée entraîner la mutation des structures traditionnelles. Mais cette éducation, cette pédagogie, qu'elle soit culturelle ou technique, ou même civique est une pédagogie administrée d'en haut (1), et comme telle, forcément inadaptée à l'obtention des résultats qui en sont attendus.

Une véritable pédagogie fondée sur une initiative réelle des masses paysannes a autant à attendre d'une éducation des "agents de la modernisation" par la paysannerie que d'une éducation de la paysannerie par ces mêmes agents.

Finalement on peut dire que le rôle objectif imparti à l'animation rurale est d'atténuer certaines contradictions fondamentales qui se développent au sein des sociétés traditionnelles déstructurées. Si l'animation rurale ne répond pas à ce rôle, et se rapprochant de ses propres convictions idéologiques humanitaires, porte certaines de ces contradictions à maturité, alors elle se heurte à l'opposition du pouvoir politique en place.

En effet, dans cette dernière hypothèse, l'animation rurale peut provoquer une certaine prise de conscience par la paysannerie de la condition qui lui est faite. Dès lors, l'animation peut entrer en conflit avec l'administration locale (2), puis avec le pouvoir central qui ne veut à aucun prix

(1) Un exemple de cette pédagogie administrée d'en haut (en dehors de toute action de l'animation rurale, il est vrai) peut être trouvé dans les méthodes d'un organisme de vulgarisation dont la stratégie pédagogique consiste à poser un jeu de questions-réponses "permettant d'aller dans le sens du message technique à passer".

(2) Cf. dans ce sens : G. CHEVALLIER : "Bilan de trois années d'animation rurale à Madagascar : 1962-1965" (Rapport I.R.A.M.).

(fût-ce celui de sa propre disparition) transformer les rapports de domination existants. Pourtant l'animation ne fait que s'efforcer de rendre plus tolérables et plus dynamiques ces rapports de domination, de les faire accepter avec le consentement de ceux qui y sont soumis, et la contestation qu'elle amène est bien innocente, comme nous allons le voir.

Le plus souvent, l'animation fait donc des concessions, et si on peut analyser son rôle comme étant un moyen de prise de conscience pour les paysans, du moins faut-il préciser que cette prise de conscience est tenue dans d'étroites limites : on fournit une méthode de réflexion, mais aussi un but bien défini, qui est généralement : la réalisation des objectifs des plans de développement; or cette planification, impliquée dans des structures bien précises, est en fait un instrument de domination de la classe dirigeante, elle-même relais du système de production "étranger".

Or cette prise de conscience, elle devrait d'abord être prise de conscience des réalités et de la nécessité de leur transformation : ce serait à la masse paysanne de déterminer elle-même ses objectifs, et par la suite, les moyens pour les atteindre.

Mais ce ne peut être une prise de conscience des moyens permettant d'atteindre un objectif fixé autoritairement à partir du sommet.

Car dans ces conditions, la contestation de la base à laquelle l'animation se vante d'aboutir à l'heure actuelle, risque de n'être qu'une contestation des moyens, sans remise en cause de la structure des rapports de production et des objectifs de la classe au pouvoir.

L'animation récolte ce qu'elle a semé, non pas la prise en main par la paysannerie de son propre avenir, mais l'appel au pouvoir par celle-ci d'une classe bourgeoise plus "efficace", c'est-à-dire une classe bourgeoise remplissant son rôle historique d'accumulation du capital.

Quant à la coopération, les paysans sont souvent jugés incapables d'en prendre la gestion en mains, et fréquemment une couche de privilégiés s'introduit aux postes-clés; ainsi, assez souvent, on a pu parler de processus de "koulakisation" à propos de l'institution coopérative (surtout pour les coopératives de commercialisation). C'est ailleurs un tel processus que décrit R. CABANES, concernant le système coopératif dans la plaine de

Tananarive : "Rien ne la différencie foncièrement (la structure coopérative) des collecteurs", "la coopérative achète du riz supplémentaire quand la commune est déficitaire; elle le revend à un tarif beaucoup moins élevé que celui des collecteurs, mais aux coopérateurs en priorité, ce qui fait que les responsables ou les plus riches de la coopérative achètent de grosses quantités pour les revendre à titre personnel, à des tarifs "personnels". Et en fin de compte, la structure sociale en ressort renforcée (1).

Ainsi toutes les tentatives pour susciter l'initiative des masses paysannes ont été vouées à des échecs; nous en avons esquissé l'explication.

*

*

*

Mais ce problème, comme la plupart de ceux qui ont été posés dans cette introduction à une recherche, nous introduit logiquement au problème fondamental de la production et de la reproduction des rapports sociaux de production, à l'intérieur de formations pré-capitalistes déjà fortement déstructurées depuis la colonisation. C'est ce qui fera l'objet d'un prochain article.

(1) Article en préparation (Document ronéo) de R. CABANES : "Plaine de Tananarive", d'après une enquête effectuée en 1967. (Citations du document provisoire p. 23).